

Notes de discours
Ralf Jürgens
directeur général
Réseau juridique canadien VIH/sida

Conférence de presse, 8 avril 2004, Ottawa

***Une politique publique qui coûte des vies :
l'échec du gouvernement canadien à financer adéquatement
la lutte contre le VIH/sida***

L'octroi fédéral à la Stratégie canadienne sur le VIH/sida n'a pas été augmenté depuis 1993, date où le gouvernement conservateur de Brian Mulroney allouait 42 millions \$ annuels à la lutte contre le VIH/sida. Déjà à cette époque, les Libéraux, qui formaient alors l'opposition officielle, avaient dénoncé l'insuffisance de ce montant et promis de l'augmenter à 55 millions \$ par an s'ils étaient portés au pouvoir.

Une décennie plus tard, le nombre de personnes qui vivent avec le VIH/sida a presque doublé, au Canada, atteignant les 56 000, en 2002.¹ Chaque année, 4 000 autres Canadiens et Canadiennes contractent le VIH. Nous savons comment prévenir l'infection à VIH – mais la trop mince allocation du fédéral nous empêche d'intensifier les efforts de prévention et de déployer des initiatives de prévention qui ont fait leurs preuves dans d'autres pays. Plutôt que de lutter contre l'épidémie du VIH, le gouvernement fédéral se contente de l'administrer. Plutôt que d'agir et d'appliquer les recommandations du Comité permanent de la santé, qui a conseillé à l'unanimité d'augmenter l'octroi fédéral annuel à 100 millions \$,² le Gouvernement le laisse stagner au montant que les Libéraux eux-mêmes, il y a 10 ans, ont qualifié d'insuffisant.

Les coûts de cette politique publique mortelle sont énormes. Pour les gens qui contractent le VIH et leurs familles, conjoints ou conjointes, certes – mais aussi pour les fonds publics. À chaque cas de VIH qui s'ajoute, c'est 180 000 \$ en soins médicaux directs. Avec 4 000 nouveaux cas par année, on cumule 720 millions \$ en coûts de soins de santé directs. Comparé à d'autres pays, comme l'Australie

et de nombreux pays d'Europe, le Canada fait piètre figure... Nos taux de nouvelles infections sont près du double de celui de plusieurs autres pays – et le budget que notre gouvernement consacre à la lutte contre le VIH est plus faible. Or, nous pouvons, nous devons, réduire le nombre de gens qui contractent le VIH.

Ceux et celles qui restent indifférents, devant les vies perdues et gâchées par le VIH, se raviseront peut-être s'ils réalisent que cet échec du fédéral à investir comme il se doit dans la lutte au sida, n'est pas seulement immoral, mais aussi irresponsable sur le plan financier. Le Canada économiserait 1,8 milliard \$ en cinq ans, seulement en coûts directs de soins de santé, si par des efforts de prévention intensifiés et ciblés on freinait le nombre de nouveaux cas de VIH à l'égal de ces pays comme l'Australie. Nous pouvons investir des sommes relativement modestes dans la prévention, la recherche, le soutien communautaire et d'autres initiatives en amont – ou encore devoir payer beaucoup plus, par la suite, en soins hospitaliers.

À la Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur le VIH/sida, en 2001, le Canada a exprimé un engagement « sans précédent » à lutter contre le sida aux paliers national et international. En 2006, le Canada sera l'hôte de la Conférence internationale sur le sida – et le monde entier pourra voir et juger, sur place, si le Canada a respecté son engagement. Jusqu'à présent, un triste constat s'impose : c'est un échec lamentable.

**Pour une analyse détaillée de l'échec du Canada à lutter contre le VIH/sida, lire :
« Deadly Public Policy: HIV/AIDS and Government (In)action », Arthur Kroeger College
Annual Lecture in Public Affairs and Civic Society, Carleton University, Ottawa, 22 janvier
2004. Accessible via
http://www.aidslaw.ca/Maincontent/issues/discrimination/rights_approach.htm**

¹ *Le VIH et le sida au Canada : rapport de surveillance en date du 30 juin 2003*, Division de l'épidémiologie et de la surveillance du VIH/sida, novembre 2003.

(www.hc-sc.gc.ca/pphb-dgspsp/publicat/aids-sida/haic-vsac0603/index_f.html)

² Le rapport du Comité permanent de la santé est accessible sur Internet à www.parl.gc.ca/InfoComDoc/37/2/HEAL/Studies/Reports/healrp03-f.htm.